

**CONVENTION CONSTITUTIVE DE GROUPEMENT DE COMMANDES
ENTRE LES VILLES D'ARRAS,
BEAURAINS, ACHICOURT, LE CCAS ET LA CAISSE DES ECOLES D'ARRAS-
TRANSPORT DE PERSONNES AVEC CHAUFFEUR**

Entre

La Ville d'Arras, représentée par son Maire, Monsieur Frédéric LETURQUE, dûment habilité par délibération du Conseil Municipal en date du 3 avril 2023,

La Ville de Beaurains, représentée par son Maire, Monsieur Pierre ANSART, dûment habilité par délibération du Conseil Municipal en date du 5 avril 2023,

La Ville d'Achicourt, représentée par son Maire, Monsieur Jean Paul LEBLANC, dûment habilité par délibération du Conseil Municipal en date du 22 mars 2023,

Le Centre Communal d'Action Sociale d'Arras, représenté par la Vice-Présidente, Madame Sylvie NOCLERCQ, dûment habilitée par le Conseil d'Administration en date du 12 avril 2023,

Et

La Caisse des Ecoles d'Arras, représenté par la Vice-Présidente, Madame Claire HODENT, dûment habilitée par le Comité de gestion en date du 4 avril 2023.

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : Objet du groupement

Afin de coordonner les démarches de passation de l'accord-cadre concernant les prestations de transport avec chauffeur, les parties ci-dessus désignées conviennent, après approbation de leur organe délibérant, de s'associer pour permettre la passation et la signature de cet accord-cadre.

Cet accord-cadre permettra de satisfaire les besoins précités des villes d'Arras, Beaurains, Achicourt, la Caisse des écoles et le CCAS d'Arras.

Les parties décident donc de constituer, conformément aux dispositions des articles L2113-6 et L 2113-7 du Code de la Commande Publique, un groupement de commandes, ci-après désigné « le groupement », dont la présente convention précise les modalités de fonctionnement.

ARTICLE 2 : Constitution du groupement

Il s'agit d'un groupement de commandes dans lequel le coordonnateur sera chargé, outre la procédure de passation, de signer l'accord-cadre décrit à l'article 1 de la présente convention, y compris les avenants, et les notifier au nom de l'ensemble des membres du groupement.

La mission de la Ville d'Arras en tant que coordonnateur du groupement ne donne pas lieu à rémunération.

ARTICLE 3 : Mode de passation du marché public

La passation de l'accord-cadre respectera les règles et procédures imposées par la réglementation relative à la commande publique, et notamment celles posées par l'article L2125-1 du Code de la Commande Publique.

La plate-forme dématérialisée utilisée dans le cadre de la procédure de passation sera celle du coordonnateur.

ARTICLE 4 : Durée du groupement

Le groupement est créé ponctuellement selon les modalités précisées ci-après.

Le groupement est constitué pour la durée de la mise en place et de l'exécution de l'accord-cadre. Il prend effet à partir de la prise des délibérations d'adhésion au groupement, et prend fin à l'achèvement de l'exécution de l'accord-cadre (sauf cas de litige à l'article 12 de la présente convention).

ARTICLE 5 : Coordonnateur du groupement

Pour la réalisation de l'objet du groupement, l'ensemble des membres du groupement désigne comme coordonnateur la ville d'Arras, en la personne de son maire ou de son représentant.

A ce titre, la Ville d'Arras sera chargée d'une part de la passation de l'accord-cadre, et d'autre part des avenants et actes d'exécution au nom de l'ensemble des membres du groupement.

ARTICLE 6 : Ajout d'un membre dans le groupement

Si une collectivité veut se joindre au groupement avant le lancement du marché, l'ajout d'une collectivité ou établissement public sera réalisée par le coordonnateur, après acceptation écrite des autres membres du groupement.

ARTICLE 7 : Commission d'appel d'offres du groupement

En application des articles L 2113-6 et L 2113-7 du Code de la Commande Publique, une commission d'appel d'offres du groupement est instaurée.

Sont membres de cette commission d'appel d'offres un représentant élu parmi les membres ayant voix délibérative de la commission d'appel d'offres de chaque membre du groupement qui dispose d'une commission d'appel d'offres ou un représentant pour chacun des autres membres du groupement désigné selon les modalités qui leur sont propres.

Pour chaque membre titulaire sera prévu un suppléant.

La commission d'appel d'offres est présidée par le représentant du coordonnateur.

ARTICLE 8 : Missions des membres du groupement

Les membres sont chargés :

- de communiquer au coordonnateur une évaluation de leurs besoins en vue de la passation de l'accord-cadre,
- d'exécuter l'accord-cadre, chacun pour ce qui les concerne, avec les opérateurs économiques choisis par la commission d'appel d'offres du groupement, à hauteur de ses besoins propres définis dans le cahier des charges commun. Toutefois, le coordonnateur se chargera de signer et notifier les décisions de non reconduction et de conclure les éventuels avenants à l'accord-cadre, après avoir recueilli l'accord de chaque membre du groupement.
- de régler les prestations, objet de l'accord-cadre, à hauteur de leurs commandes respectives (la facturation sera séparée pour chaque membre du groupement)

ARTICLE 9 : L'exécution financière

L'exécution de l'accord-cadre et son contrôle (constatation du service fait, mandatement, paiement...) sera assurée séparément par chaque membre du groupement pour la partie qui le concerne.

Chaque membre du groupement inscrit le montant des prestations qui le concerne dans son budget propre et assure l'exécution comptable de l'accord-cadre.

Les règlements seront effectués par chaque membre du groupement conformément à ses procédures propres.

ARTICLE 10 : Adhésion des membres du groupement

L'adhésion des personnes publiques est soumise à l'approbation de leur organe délibérant. Les délibérations correspondantes seront annexées à la présente convention.

Aucune adhésion ne pourra être prise en compte ni au cours de la passation du marché ou de l'accord-cadre, ni au cours de son exécution.

ARTICLE 11 : Envoi de la convention constitutive

Cette convention sera envoyée à chacun des membres du groupement, par mail, pour signature puis retournée par mail.

ARTICLE 12 : Modification de la convention constitutive

Toute modification de la présente convention sera réglée par avenant approuvé, au préalable, dans les mêmes termes par l'ensemble des membres du groupement.

ARTICLE 13 : Modalités de retrait du groupement et résiliation de la convention

Dès lors qu'une consultation a été engagée et en dehors de tout motif d'intérêt général, les membres du groupement n'ont plus la possibilité de se retirer du groupement de commandes.

Fait à Arras, le

**Pour la ville d'Arras,
Le Maire,**

Frédéric LETURQUE

**Pour la ville d'Achicourt,
Le Maire,**

Jean Paul LEBLANC

**Pour le CCAS d'Arras
La Vice-Présidente**

Sylvie NOCLERCQ

**Pour la ville de Beaurains,
Le Maire,**

Pierre ANSART

**Pour la Caisse des Ecoles
La Vice-Présidente**

Claire HODENT